

Les Echos, mercredi 4 avril 2017

27 ÉCONOMISTES

Le point de vue de

Un appel en faveur de Ségolène Royal

Nous sommes des économistes aux parcours divers et aux opinions variées travaillant dans des universités et des centres de recherche français ou étrangers. Nous sommes convaincus que pour redresser l'économie française et répondre aux défis du plein-emploi et de la préservation de l'environnement, plusieurs réformes fondamentales sont nécessaires.

Les politiques publiques doivent soutenir l'innovation, l'investissement, non la rente. Ces politiques doivent prendre pleinement en compte les objectifs du développement durable. Il faut attaquer l'échec scolaire à la racine, réformer les universités et offrir une formation professionnelle tout au long de la vie, car le capital humain est le déterminant fondamental de notre croissance. Pour réduire le déficit et redonner des marges de manoeuvre à la puissance publique, l'Etat doit devenir plus efficace, fixer des missions aux services publics et les évaluer. Les entreprises françaises doivent gagner en souplesse pour être compétitives, mais cette souplesse ne peut s'obtenir au prix de la précarité des individus. La négociation sociale doit jouer pleinement son rôle pour favoriser l'emploi et la progression du pouvoir d'achat des salaires. La fiscalité doit être simple, peser moins lourdement sur le travail et conduire à économiser les ressources naturelles. Les freins à l'activité économique des femmes doivent être levés.

Nous ne partageons pas nécessairement toutes les idées du pacte présidentiel de Ségolène Royal, mais nous soutenons sa candidature à la présidence de la République parce que son approche est la seule qui prenne en compte ces différents aspects.

Ségolène Royal veut investir massivement dans la recherche et l'éducation. Elle propose de limiter le nombre d'élèves par classe et d'augmenter les moyens des établissements dans les ZEP. Elle propose d'accroître l'autonomie et les moyens des universités, en contrepartie d'une exigence accrue pour le placement des étudiants et la qualité des recherches. Elle souhaite réformer l'Etat en mobilisant les fonctionnaires, et non en leur jetant l'opprobre. Elle veut mettre la négociation entre partenaires sociaux au coeur du système économique et diminuer d'autant les interventions législatives. Elle propose de créer un service public de l'emploi, qui

sache accompagner, former et, quand il le faut, sanctionner les abus. Ces réformes permettront de concilier la souplesse des entreprises et la sécurité aux individus. Elle s'est engagée de longue date en faveur du développement durable, et ses convictions lui donnent dans ce domaine une crédibilité unique parmi les principaux candidats. Elle propose la création d'un service public de la garde d'enfants pour améliorer la situation des femmes sur le marché du travail. Elle choisit de stabiliser les prélèvements obligatoires et de réduire progressivement la dette publique pour financer ces réformes structurelles, au lieu de promettre des baisses immédiates.

Nous, signataires de cet appel, sommes convaincus que Ségolène Royal est la mieux placée pour remettre sereinement la France sur le chemin d'une nouvelle croissance, durable et partagée.

Les signataires de cet appel sont : PHILIPPE AGHION, professeur à Harvard ; JEAN-PIERRE ALLEGRET, professeur à l'université Lyon-II ; PHILIPPE ASKENAZY, chercheur au CNRS ; FRANÇOIS BÉLORGEY, chercheur à l'Ires ; ANDRÉ CARTAPANIS, professeur, doyen honoraire, Aix-Marseille ; GILBERT CETTE, professeur à l'université de la Méditerranée ; DANIEL COHEN, professeur à l'Ecole normale supérieure ; CHRISTINE ERHEL, maître de conférences à Paris-I ; MARC FLEURBAEY, directeur de recherche au CNRS ; JACQUES FREYSSINET, professeur émérite, Paris ; ANDRÉ GAURON, ancien conseiller de Pierre Bérégovoy ; BERNARD GAZIER, professeur à l'université Paris-I ; JEAN-FRANÇOIS GOUX, professeur, doyen honoraire, Lyon-II ; NATHALIE GREENAN, chercheuse au CNRS ; JÉRÔME LALLEMENT, professeur à l'université Paris-V ; PHILIPPE LANGEVIN, maître de conférences à l'université d'Aix-Marseille ; CHRISTOPHE LAVIALLE, maître de conférences, Orléans ; EL MOUHOUB MOUHOUD, professeur à l'université Paris-Dauphine ; ROBERT LION, ancien directeur général de la Caisse des Dépôts et Consignations ; PIERRE-ALAIN MUET, ancien président de l'Association française de science économique ; THOMAS PIKETTY, professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; THOMAS PHILIPPON, professeur à New York University ; MICHEL RAINELLI, professeur, Nice Sophia-Antipolis ; PIERRE RALLE, professeur associé, Paris-Dauphine ; ALAIN SAND, professeur, ENS Lyon ; PATRICK VILLIEU, professeur à l'université d'Orléans ; HÉLÈNE ZAJDELA, professeur à l'université Paris-Nord